

questions
de communication

Questions de communication

9 | 2006

Rôles et identités dans les interactions conflictuelles

Médiatisation de Controverses entre Universitaires

Dérives argumentatives et Ethos conflictuels

"Mediatization" of Controversies between University Peers: argumentative Bias and conflicting Ethos

Danièle Torck



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7925>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7925

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 123-134

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Danièle Torck, « Médiatisation de Controverses entre Universitaires », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7925> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7925

Tous droits réservés

DANIÈLE TORCK

Département de Langue et communication
Vrije Universiteit, Amsterdam
dmf.torck@let.vu.nl

MÉDIATISATION DE CONTROVERSES ENTRE UNIVERSITAIRES. DÉRIVES ARGUMENTATIVES ET *ETHOS* CONFLICTUELS

Résumé. — La médiatisation des prises de positions d'universitaires et de leurs controverses suppose un recours à des genres discursifs divers, lesquels mettent en scène des stratégies argumentatives spécifiques. Cet article porte sur des manifestes rédigés par des universitaires et sur les discours réactifs qu'ils ont engendrés dans les médias. L'analyse des stratégies argumentatives utilisées dans ces échanges oriente la réflexion autour de l'impact de la médiatisation sur les normes argumentatives et les *ethos* conflictuels qui en résultent.

Mots clés. — Médiatisation, genres discursifs, manifestes, *ethos*, controverses, stratégies rhétoriques, validité argumentative.

Cette réflexion prend place dans le cadre d'une recherche menée sur les discours produits par des scientifiques dans des processus de médiation et de médiatisation (Torck, Spooren, 2004). Ici, la médiation renvoie à la participation d'un universitaire à une commission, sa tâche consistant à analyser un problème et proposer une solution à celui-ci dans un rapport adressé aux autorités demandeuses, rapport qui, ultérieurement, peut être rendu public sous une forme ou une autre : citations et/ou publications dans les médias. Expert dans sa discipline, le scientifique est alors l'expert de la commission. Celle-ci correspond à la communication des prises de position des chercheurs dans les médias sur des questions scientifiques, politiques ou socioculturelles. Cette médiatisation a recours à des canaux de communication et à des formes discursives – orales et textuelles – diverses : discussions, débats, articles d'opinion, manifestes, lettres ouvertes. Dans le monde académique néerlandais, plusieurs cas récents de médiation et de médiatisation, autour de controverses scientifiques et politiques, ont souligné la pertinence d'engager une réflexion sur les stratégies rhétoriques mises en œuvre et la tension entre les critères de validité argumentative définis par rapport à une posture d'autorité de son auteur – le scientifique – et ceux pouvant être considérés comme appropriés à certains genres discursifs médiatisés. *A priori*, tout discours devrait être évalué selon des critères de style, de contenu et d'argumentation qui valent pour le genre discursif ou textuel dont il relève. Ceci impliquerait que les normes stylistiques ou argumentatives soient, pour chaque genre, déterminables, déterminées et (re)connues. Mais tout discours devrait être également perçu, interprété et évalué en fonction de son auteur. Si, dans une revue scientifique, la publication d'un article par un scientifique n'implique pas pour son auteur de changement de rôle, qu'en est-il des discours que celui-ci produit dans des situations de médiation et de médiatisation ? Un pamphlet écrit par un scientifique peut-il être lu en faisant abstraction du statut professionnel de son auteur, donc en dissociant l'*ethos* social – ou *ethos* préalable – (Amossy 1999) de l'*ethos* discursif du scripteur ? Quand il y a co-existence de deux ou plusieurs rôles et que ce double rôle est institutionnalisé par une double ou triple signature, s'installent l'ambiguïté et l'indécision. C'est le cas notamment de la presse néerlandaise qui, pour un article d'opinion, proposera fréquemment une double ou une multiple signature, comme « sociologue, écrivain et publiciste », ce dernier terme désignant l'auteur d'articles qui prend position sur des questions de société et de politique diverses dans les médias. Dès lors, quels vont être les critères permettant au lecteur de juger le texte ?

Aussi aborderons-nous la lecture de prises de position par des membres du monde universitaire, sur des sujets pour lesquels il est légitime d'attendre des auteurs un regard d'expert, une formulation et une

qualité argumentatives. Si les stratégies argumentatives apparaissent incompatibles avec les normes en vigueur dans la discipline scientifique dont relève l'auteur, la question du genre et de l'impact de la médiatisation sera alors posée. Pour partie, l'analyse de discours permettra de répondre à cette question par le biais d'une analyse rhétorique critique (Gill, Whedbee, 1997) qui précisera, en premier lieu, les attentes créées par le contexte et liées à la définition du problème, la prise en considération du genre discursif, l'auditoire concerné et la crédibilité du locuteur ou du scripteur (*ethos social*). Dans un second temps, l'analyse s'attachera à décrire, dans le texte ou la prise de parole publique, la représentation de l'auteur ou locuteur (*ethos discursif*), telle qu'elle se dégage des formes langagières retenues (choix lexicaux par exemple), et des stratégies rhétoriques mises en jeu, explicitement ou implicitement (Gill, Whedbee, 1997)¹. L'éventuel constat d'une argumentation faible ou fallacieuse peut déboucher sur des questions relatives à la médiatisation même (fonction et efficacité), à la position et aux rôles du locuteur ou scripteur, et soulever la question de son autorité, lors du passage d'un genre discursif à un autre. Nous tenterons d'illustrer certains aspects de cette démarche grâce à deux études de cas. Dans le premier cas, le discours médiatisé correspond à un manifeste émanant de la communauté universitaire. Le second présente les réactions que le manifeste a engendrées dans cette communauté et dans les médias, les destinataires en étant les instances politiques, puis l'opinion publique. Dans ces deux situations, la controverse prend corps entre pairs, représentants d'une même discipline (linguistique), et membres d'un même secteur professionnel, l'université. Un autre point commun à noter est le refus d'un débat pouvant se traduire soit par le rejet d'un droit de réponse, soit par une stratégie de disqualification de l'adversaire.

Le manifeste comme genre discursif

Le manifeste est le produit de ce que Marcel Burger (2002 : 12) appelle « l'activité manifestaire » dans laquelle les manifestants ont, en commun, le même objectif : « Diffuser publiquement des textes pour forcer l'adhésion à une thèse ou à un programme dans le but explicite de changer un état du réel à court terme ». Dans l'espace public, les manifestes ordinaires sont liés à un « monde en crise » (*ibid.*). Le manifeste se veut un discours sincère, se présentant comme légitime, un

¹ En effet, A. M. Gill et K. Whedbee abordent l'implicite à l'aide des notions de *contextual understanding* (perspective contextuelle) et d'*absence* (le non-dit), toutes deux se référant indirectement à l'idéologie sous-jacente de la médiatisation et de la prise de position.

discours de vérité². Pour garantir son succès, le texte doit permettre le recueil de signatures de pairs, ce qui présuppose leur adhésion à la description du problème, à l'explication de ses causes et à la solution préconisée. Il permet alors « la présentation publique d'une identité collective. Par l'adhésion qu'il demande, le manifeste induit chez les destinataires un même sentiment d'appartenance. [...] Le manifeste crée des liens, il unifie, il réunit des membres » (*ibid.* : 34). Sa notoriété est liée à celle des signataires, mais elle dépend aussi du succès de sa médiatisation, à savoir de sa diffusion et de son impact, qui va se mesurer au nombre de réactions de supports et de débats qu'il aura inspirés dans les médias et la classe politique. En tant que texte à visée persuasive, le manifeste comporte des propositions étayées par des arguments, qui réfèrent à l'analyse de la situation de crise, l'appel à l'action et la présentation de possibles solutions. Comme il faut s'exprimer « haut et fort » (Burger, 2002 : 65), le ton du manifeste peut rappeler celui du pamphlet. Mais le manifeste vise à changer le monde dans une démarche collective qui œuvre pour le bien de tout un groupe³, alors que le pamphlet se contente de dénoncer et d'accuser : « C'est pourquoi les textes manifestaires émanent la plupart du temps de groupes ou institutions déjà socialement légitimés. C'est aussi pourquoi ils se distribuent en masse, et visent à être commentés par les médias » (*ibid.* : 81). Ainsi un manifeste rédigé et signé par des scientifiques portera-t-il à la connaissance du public une prise de position explicite et argumentée, sur un sujet à propos duquel les signataires revendiquent une expertise spécifique. Dans les deux cas présentés ici, la médiatisation n'aura pas eu l'effet désiré : le débat qui se voulait public et politique se limitera essentiellement à une controverse entre pairs. C'est alors l'impact de la médiatisation, en termes quantitatifs (mesure de la couverture), et qualitatifs (teneur et ton des échanges), qu'il reviendra d'évaluer, en particulier sur le plan argumentatif.

Le texte médiatisé : le manifeste linguistique

En 2000, un grand nombre de linguistes néerlandais ont signé le *Taalkundig Manifest* (Bennis et al., 2000), dans lequel ils plaidaient en faveur d'une continuation du financement par l'État du programme « Enseignement dans la langue et culture d'origine » (OETC),

² Ce sont des textes écrits, car « l'écrit du manifeste favorise le silence, la prise de distance, et donc la concentration et la réflexion » (Burger, 2002 : 26). L'argumentation présente dans un tel texte sera, *a priori*, plus maîtrisée que celle que l'un de ses auteurs pourrait produire dans un contexte oral (par exemple, un débat dans les médias).

³ Dans le cas de notre étude, un groupe est constitué d'écoliers d'origine immigrée et l'autre de l'ensemble de la communauté estudiantine et universitaire.

s'adressant aux écoliers d'origine étrangère, en particulier immigrée. Le manifeste n'a suscité que de rares réactions dans les médias (Van Oostendorp⁴, 2003). Dans la communauté des linguistes, ce manifeste a généré un commentaire négatif rédigé sous la forme d'un article (Bossers, 2001), dont la publication a été refusée par une revue néerlandaise de sociolinguistique, mais dont le texte a été mis en ligne et disponible sur l'internet. Dans sa critique, Bert Bossers analyse ce qu'il considère être les points faibles du contenu et de l'argumentation du manifeste : absence d'étayage solide, recours à des résultats de recherches incomplètes et faibles, irréalisme des propositions faites. Ce qui peut également surprendre est le recours à des opinions (au sens de prises de position non argumentées) en clôture de paragraphes⁵, l'emploi de termes axiologiques, les généralisations hâtives et les analogies contestables⁶. Or, la volonté des signataires d'adhérer au manifeste ne semble pas avoir été affectée par la faible qualité du texte et de son argumentation. Est-ce lié à une certaine conception du genre même : le manifeste ? L'absence d'arguments est-elle contradictoire avec la dimension démonstrative explicite (nommer les causes) que Marcel Burger attribue au manifeste (Van Oostendorp, 2003) ? Le refus de discussion critique, au sein même de la communauté des linguistes, est-il lié aux individus concernés, au désir d'opposer un front commun, sans faille, à la décision politique en suspens, ou comme le pensent Leo Lucassen et André Köbben (1992 : 6) à une forme de censure ? Et enfin, pourquoi ce manque d'intérêt des médias pour le manifeste en question ? Un élément de réponse à ces questions est proposé par Dominique Wolton (1997 : 10) : « En raison de l'intime rapport qu'entretiennent science et technologie avec la logique politico-économique, le statut des controverses scientifiques a changé. On assiste à une limitation des controverses au sein même du monde scientifique, et en politique et dans les médias à une surévaluation ou une sous-évaluation de certaines controverses, en rapport avec des intérêts scientifiques, industriels ou politiques ». En revanche, dans le cas de figure suivant, le « succès » de la médiatisation va accentuer et polariser la controverse.

⁴ « Le manifeste semble avoir eu davantage l'intention d'effet d'annonce alors que la linguistique avait formulé certaines conclusions, et n'a pas expliqué sur quels arguments ces conclusions étaient fondées » (« *Het manifest lijkt eerder de bedoeling te hebben te melden dat de taalkunde tot bepaalde inzichten is geraakt dan uit te leggen op grond van welke argumenten dit is gebeurd* », Van Oostendorp, 2003). La dimension politique de cette indifférence médiatique mériterait, elle aussi, d'être précisée.

⁵ « C'est une réaction de panique paradoxale à un problème complexe » (« *Dit is een paradoxale paniektreactie op een complex probleem* »). Ou encore : « Nous pouvons bien penser ou espérer que les "étrangers" doivent s'adapter; la pratique montre que cette attitude patriarcale provoque plus de problèmes qu'elle n'en résout » (« *We kunnen wel denken of wensen dat "buitenlanders" zich moeten aanpassen, de praktijk wijst uit dat deze patriarchale opstelling eerder maatschappelijke problemen veroorzaakt dan oplost* »).

⁶ Par exemple, pour prouver que la population néerlandaise est multilingue, la connaissance d'un sociolecte est mise sur le même plan que la connaissance d'une autre langue.

Médiatisation de la controverse : le manifeste du réveil universitaire

Le second manifeste, *Naar een Universitair reveil* (« Vers un réveil de l'université »), émane du programme *studium generale* Érasmus de l'université de Rotterdam, initié par deux professeurs. Signé par 50 autres professeurs, il a été rendu public au printemps 2000. Dans le contexte des transformations du système universitaire (*Bachelor*/Master européen), *Naar een Universitair reveil* postule que la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaires néerlandais est en danger, en raison d'une augmentation croissante de la commercialisation et de la bureaucratisation du monde universitaire et de l'existence d'un enseignement trop scolaire. La publication de ce second manifeste a généré un grand nombre de réactions dans la presse universitaire et nationale, dont certaines semblent avoir été liées à la controverse ayant suivi sa publication, controverse qui a débuté avec le rejet de la qualification de « manifeste » par le président de l'université de Leyde, Willem Wagenaar. Ce rejet s'est exprimé à deux reprises : dans une interview accordée au quotidien néerlandais de référence, *NRC-Handelsblad* (31/03/2000), et à l'occasion d'un débat télévisuel (*Buitenhof* VPRO, 02/04/2000). Ce même rejet du terme « manifeste » s'est retrouvé ensuite dans diverses réactions : « pamphlet » (mot choisi par un co-initiateur, professeur à l'université de Rotterdam, un journaliste du *NRC*, un journaliste du journal de l'université d'Utrecht), ou d'autres qualificatifs plus colorés tels que « attaque pressante » (*prangende aanklacht*, journaliste du quotidien national *Volkskrant*), « lamentation » (*klaagzang*, journaliste du journal de l'université d'Utrecht) ou « papier sans valeur » (*flutstuk* dans un courrier de lecteur, lui-même universitaire).

Si ce rejet est intéressant, c'est parce qu'il correspond aux types d'arguments utilisés par l'opposant principal, le président de l'université de Leyde. Trois arguments sont, en effet, été exprimés dans l'interview du 31 mars 2000 : le manifeste est une lettre anonyme ; on ne connaît pas l'origine de la pensée ; les initiateurs et signataires peuvent écrire ce qu'ils veulent sans en prendre la responsabilité (« *50 hoogleraren en tien anderen, je weet niet van wie de gedachten komen. Ze kunnen van alles schrijven zonder zich verantwoordelijk te noemen* ») ; les signataires du manifeste ne savent pas ce dont ils parlent ; ils sont trop loin de l'Université pour savoir ce qui s'y passe (« *Volgens Wagenaar staan de hoogleraren [die het Manifest hebben ondertekend], voor zover ik ze ken, te ver weg van de universiteiten om te zien wat er daar speelt* ») ; leur autorité est donc sujette à caution (« *Hij plaats daarom "kanttekeningen bij het gezag waarmee ze spreken"* ») ; ce manifeste est un coup de

poignard dans le dos des universités (« *een dolkstoot in de rug van de universiteiten* »)⁷. Critiquer la qualité de l'enseignement universitaire, c'est mettre en danger son financement par l'État.

Le premier argument est un paralogisme et pourrait s'analyser comme un *red herring* (argument non pertinent) : même si le manifeste était anonyme – ce qu'il n'est assurément pas – son anonymat ne serait pas pertinent au regard de la thèse qui y est formulée. Par ailleurs, c'est l'existence même du genre « manifeste » qui est remise en question. Le deuxième est à la fois un *argumentum ad hominem* (argument sur la personne) et un argument d'autorité : les signataires n'ont pas l'autorité pour juger de la situation dans les universités. L'absence d'autorité serait liée au fait qu'un certain nombre de signataires ne sont plus actifs, et surtout au fait que l'initiative est partie de l'université de Rotterdam. Selon Douglas Walton (1992), un *argumentum ad hominem* n'est pas automatiquement un paralogisme. Un autre critère important est que la discussion ne peut s'appuyer uniquement ou majoritairement sur des arguments de ce type, ce qui, en revanche, se révélera être le cas dans la polémique. Les réactions à ce manifeste se sont essentiellement focalisées sur les signataires, leur âge, leur appartenance disciplinaire ou leur notoriété, les réactions visant le contenu du manifeste venant presque uniquement des pairs de l'université de Rotterdam. Enfin, le troisième relève de la catégorie « pragmatique » ou *ad consequentiam* (accepter la teneur du manifeste pourrait avoir des conséquences intolérables), voire un argument de la « pente glissante ». Autrement dit, si nous acceptons la proposition du manifeste, cela nous conduira à des conséquences indésirables et contraires aux attentes. Par conséquent, cette proposition doit être fausse. Ce raisonnement se concrétisera lors du débat : l'enseignement et la recherche universitaires néerlandais sont excellents sauf dans certaines universités où règnent des études à la mode conduisant à une dilution de la qualité (*verwatering*). La majorité des réactions a repris les arguments *ad*

⁷ Expression dont certains commentateurs (A. Zijdeveld *Opinie-Buitenhof* sur le site VPRO) ont souligné la connotation malencontreuse : « Certainement que quelqu'un de son âge devrait réfléchir à deux fois avant de se référer au *Dolchstosslegende*. Après tout, cette légende a été utilisée par des fascistes allemands pour expliquer la défaite allemande de la Première Guerre mondiale. Alors que les soldats allemands se battaient sur le front, dans les tranchées, ils étaient poignardés dans le dos par les pacifistes, les communistes et les juifs » (« *Zeker iemand van zijn leeftijd zou toch moeten weten dat je met de Dolchstosslegende echt niet aan kunt komen. Deze legende immers werd door Duitse fascisten gebruikt om het verlies van de Eerste Wereldoorlog te verklaren : terwijl Duitse soldaten in de loopgraven voor het vaderland vchten, werden ze op het thuisfront door pacifisten, communisten en joden met een dolk in de rug gestoken* »). Au vu de la dimension négative et dramatique de cette connotation, en décalage avec le problème signalé, on serait tenté de voir dans cette stratégie une forme d'amalgame.

hominem (les signataires étaient âgés, venaient des sciences sociales et humaines, étaient philosophes, théologiens ou spécialistes de l'éthique), les autres étaient *ad personam*, n'hésitant pas à ridiculiser les pairs signataires⁸.

Le débat télévisuel (02/04/2000) – second discours médiatisé – s'est, quant à lui, caractérisé par une réaffirmation du dogmatisme du représentant de Leyde (au sens de refus à envisager la position de l'autre), une polarisation marquée⁹ (« N'essayez pas de nous réconcilier. Il y a une grande différence entre ce que mon opposant pense et ce que je pense »), et l'emploi répété de l'argument principal, explicité ou implicite (« Mon opposant est de Rotterdam, donc n'a pas d'autorité, je suis de Leyde ; de plus, il enseigne une matière non scientifique : l'économie »). Selon les termes de Douglas Walton (1992), on pourrait parler d'un « glissement dialectique ». Car ce que le public attendait, c'était en fait un débat sur les problèmes des universités aux Pays-Bas ou pour reprendre les termes de la pragma-dialectique (Van Eemeren, Grootendorst, 1992), une « discussion critique » répondant à certains critères. Pourtant, ce qui a été, au mieux, montré au public fut une « querelle ». Les *topoi* sous-jacents aux arguments avancés (il n'y a pas d'analyse valable en l'absence d'un auteur identifié ; les membres d'universités considérées comme non prestigieuses, les universitaires à la retraite, les représentants des sciences humaines n'ont pas autorité à critiquer les pratiques et politiques universitaires ; les critiques susceptibles d'entraîner des conséquences financières ne devraient pas être exprimées) n'apparaissent guère susceptibles de persuader un large auditoire, qu'il soit universitaire ou non. Il est également intéressant de noter que ce débat a généré très peu de réactions autres qu'un commentaire dans la section « Télévision » du même journal *NRC*, exprimant une certaine incompréhension et le regret d'avoir vu une telle performance de la part d'un scientifique de très grand renom dans sa discipline et de quelques articles dans la presse universitaire.

⁸ « Arjo Klamer de l'Université Erasmus est impliqué dans ce manifeste. Il est professeur en culture de l'économie ou peut-être économie de la culture. Je ne peux me rappeler exactement. Comme il n'a pas été en mesure d'arrêter l'Union monétaire européenne, il a maintenant le temps pour d'autres activités » (« *Arjo Klamer van de Erasmus Universiteit doet ook mee. Hij is hoogleraar in de cultuur van de Economie, of was het in de Economie van de Cultuur ? Dat is me even ontschoten. Nu hij de vorming van de Europese muntunie toch niet heeft kunnen tegenhouden, houdt hij weer tijd over voor andere activiteiten* » (Volkskrant, 15/04/2000).

⁹ La polarisation est, dès le début, marquée par le présentateur lui-même lorsque celui-ci introduit d'un côté l'initiateur principal du manifeste comme « le leader du gang des 50 » (« *de leider van de bende van 50* ») et de l'autre, son opposant, comme le « président de l'Université de Leyde ». Le mot *bende* (gang) est répété à trois reprises, provoquant les protestations de l'initiateur du manifeste, A. Klamer.

Normes argumentatives et rôles conflictuels : impact de la médiatisation

L'objectif de ce travail n'était pas tant d'évaluer le contenu des deux manifestes, la justesse et la crédibilité des prises de positions qu'ils expriment, mais de décrire de manière programmatique l'effet que la médiatisation a eu sur le texte, sur les discours réactifs qu'il a générés, et enfin sur leurs auteurs. Le premier exemple de manifeste rédigé par des scientifiques a montré qu'une certaine faiblesse argumentative du texte n'avait apparemment pas eu d'impact sur les signataires. L'absence d'impact réel de la médiatisation ou, en d'autres termes, l'absence de réactions dans la presse nationale, a certainement eu des causes diverses. On peut se demander quel rôle la faiblesse argumentative a pu jouer dans cette indifférence. Dans le second cas, on a pu observer quelques effets de la médiatisation du manifeste au niveau des réactions qu'elle a suscitées dans la communauté scientifique.

Sur le plan de la validité argumentative, un certain nombre de questions se précisent. Dans le premier cas, la dimension pamphlétaire du manifeste, telle que la décrit Marcel Burger (2002), pourrait-elle expliquer ce qui pourrait être qualifié de « relâchement argumentatif » dans le texte manifestaire même ? Ainsi le « cri » autoriserait-il des écarts par rapport au raisonnement rationnel et à l'argumentation probante ? Dans le second cas, la médiatisation (articles, interview, débat) serait-elle, en premier lieu, responsable des dérives observées ? Les critères décisifs relèveraient-ils alors de la logique médiatique à laquelle adhèrent les intervenants (spectacularisation, polarisation, confrontation) ou qui leur est imposée ? Et dans quelle mesure de tels phénomènes se retrouveraient-ils dans les processus de médiation mentionnés en introduction, à savoir lorsqu'un scientifique siège dans une commission¹⁰ ? Quel serait alors le rôle des arguments d'autorité, du statut social du scientifique dans et en dehors de sa communauté disciplinaire ? Le recours à ce type d'arguments expliquerait-il, dans un cas, le refus de la discussion critique au sein de la communauté scientifique proprement dite, et dans l'autre, l'argumentation *ad hominem* dominante ?

L'analyse du discours n'a pris que rarement pour objet d'étude, les discours produits par des universitaires et des scientifiques en dehors de leur champ disciplinaire. L'intervention de scientifiques dans le débat

¹⁰ C'est une question à laquelle il est particulièrement difficile d'apporter une réponse explicite, l'accès aux documents (enregistrements et procès verbaux de réunions, versions successives du rapport d'expertise) n'étant pas facilité par les institutions.

public a fait l'objet d'échanges animés dans *Questions de communication* (2002, 2003, 2004), autour du thème de l'engagement du chercheur; la discussion se focalisant essentiellement sur la posture et le rôle des intervenants et sur l'ambiguïté qui résulte de la co-existence de rôles. Dans la distinction faite par la sociologue Nathalie Heinich (2004) entre trois rôles et postures – le chercheur, le penseur et l'expert – c'est celui d'expert qui est au centre des deux cas examinés : l'expert linguiste et l'expert universitaire (tous les universitaires n'ayant apparemment pas accès à ce statut). Par ailleurs, la médiatisation de la parole d'expert est soumise par ailleurs à des normes et contraintes journalistiques dont l'expert a une connaissance et une maîtrise limitées¹¹. Dès lors, deux questions se posent dans la poursuite de la réflexion : le genre discursif légitime-t-il la nature du raisonnement et le type d'arguments utilisés pour persuader l'auditoire ? Et quelles sont les limites de cette légitimité ? ; peut-on parler de contradiction au plan des *ethos* : l'*ethos* social lié à la position du locuteur/scripteur (le scientifique) et l'*ethos* discursif tel qu'il se révèle dans le texte, le discours médiatisé ?

Conclusion

Sur les textes médiatisés produits par des scientifiques, des remarques critiques existent, en provenance de pairs ou de membres du public¹². À propos de stratégies discursives et argumentatives spécifiques telles que l'amalgame ou la désinformation, Philippe Breton (2004 : 267) écrit que le caractère « inacceptable » de ces stratégies dépend de l'idéologie ou du groupe qui y a recours. Quand ces stratégies servent des idéologies jugées « incorrectes » (comme par exemple celle du Front national), elles sont dénoncées, mais largement ignorées quand d'autres groupes les utilisent. Dans les cas d'implication de scientifiques au sein du débat public, des stratégies comparables à celles observées dans le discours politique et publicitaire, avec des arguments spécieux, des généralisations ou analogies fallacieuses, ne sont pas rares¹³. Les médias diffusent un grand nombre d'articles d'opinion et de commentaires. Quand ces

¹¹ Entre autres éléments, ce sont la polarisation, la personnalisation, des stratégies rhétoriques empruntées à la politique ou à la publicité.

¹² Il faut constater que les faiblesses argumentatives des textes d'opinion de membres de la communauté universitaire publiés dans la presse écrite sont essentiellement signalées par des courriers de lecteurs (*a priori* peu impliqués personnellement), ou par des pairs (plus souvent impliqués professionnellement et personnellement). La sélection qu'effectuent les médias eux-mêmes ne semble pas, en revanche, en être affectée.

¹³ Des stratégies comparables à celles observées dans le discours politique et publicitaire constituent une riche source de matériaux pour l'analyse du discours et de l'argumentation. Cette « richesse » résulte, en partie, de la polarisation des débats publics aux Pays-Bas ces dernières années, et de la montée en force de ce qui a été appelé « le nouveau réalisme » (Prins, 2000) ou, en termes simplifiés : « MA vérité coûte que coûte ! ».

textes sont écrits par des scientifiques qui les signent en se référant à leur statut, le lecteur se trouve placé dans une situation d'évaluation délicate. Pour l'analyste de discours, ces textes doivent être étudiés d'un point de vue rhétorique multiple : au plan du *logos* (arguments, nature et validité), de l'*ethos* discursif (en particulier l'autorité que l'auteur/le texte donne au texte/à son auteur) et de la représentation de l'auditoire [*implied audience*] (Gill, Whedbee, 1997). Lorsque le discours se construit sur des arguments spécieux, quelle compétence analytique et critique est-elle alors prêtée au lecteur ?

Références

- Amossy R., 1999, *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux & Niestlé.
- Bennis H., Extra G., Muysken P., Nortier J., 2000, « Het multiculturele voordeel : Meertaligheid als uitgangspunt. Taalkundig manifest », en ligne : <http://www.neder-l.nl/newindex.html?http://www.neder-l.nl/bulletin/2000/06/0006a.html> (consulté le 14 oct. 2004).
- Bordewijk P., 2000, « Stalin aan het Rapenburg », *Partijgenoot*, 30 avr., p. 141
- Bossers B., 2001, « De lange arm van Labov. Over taalachterstanden, meertaligheid en onderwijs in eigen taal », en ligne : <http://www.let.vu.nl/staf/bh.bossers/> (consulté 14 oct. 2004).
- Breton Ph., 2004, « L'engagement est un risque », *Questions de Communication*, 4, pp. 261-269.
- Bronkhorst X., 2000, « Wind en Zeilen », *Trouw*, 1^{er} avr., p. 32
- Burger M., 2002, *Les manifestes : paroles de combat. De Marx à Breton*, Lausanne, Delachaux & Niestlé.
- Casteren J. van, Hollak R., 2000, « Filosofie als curiositeit », *De Groene Amsterdammer*, 23 sept., p. 38.
- Gill A.-M., Whedbee K., 1997, « Rhetoric », pp. 157-184, in : Van Dijk, T., dir., *Discourse as Structure and Process*, London, Sage Publications.
- Heinich N., 2004, « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels », *Questions de communication*, 5, pp. 149-160.
- Het Parool*, 2000, « School moet allochtoon kind moedertaal leren », 24 juin.
- Huygen M., 2000, « Geleerde Omërta », *NRC*, 3 avr., p. 7.
- Jong M. de, 2000, « Reveil », *NRC*, 31 mars, p. 32.
- Kamerman S., Koelewijn R., 2000, « Saaie, massale, schoolse Universiteit », *NRC*, 8 avr., p. 17.
- Langendijk A., 2000, « Uitgerekende generatie », *Volkscrant*, 15 avr., p. 5.
- Lucassen L., Kobben A., 1992, *Het partiële gelijk. Controverses over het onderwijs in de eigen taal en cultuur en de rol daarbij van beleid en wetenschap (1951-1991)*, Amsterdam, Swets & Zeitlinger.

- « Manifest voor beter onderwijs », 2000, *U-blad*, Universiteit d'Utrecht, 6 avr., p. 31.
- Muter J., Spelberg J., 2000, « Eentaligheid geen norm ; Onderwijsachterstand », *Trouw*, 30 juin.
- Naar een Universitair reveil*, 2000, en ligne : <http://www2.eur.nl/studium/manifest/manifesl.html> (consulté le 14 oct. 2004).
- Noordhof H., 2000, « Vernieuwing hoger onderwijs urgenter dan universitair reveil » *Volkskrant*, 13 avr., p. 9.
- NRC, 2000, « Hoogleraren slaan alarm over kwaliteit studie, 31 mars, p. 1.
- « Critici te ver weg van huidige universiteit », interview du président de l'université de Leyde, 31 mars, p. 6.
- Oostendorp M. Van, 2003, « Ringbaums dilemma en de popularisering van de taalkunde », en ligne : <http://www.vanoostendorp.nl/linguist/ringbaum.html> (consulté le 14 oct. 2004).
- Plaster R., 2000, « Paratroepers », *Volkskrant*, 7 avr., p. 11.
- Prick L., 2002, *Andere tijden* », *NRC*, 16 nov., p. 37.
- Prins B., 2000, *Voorbij de onschuld. Het debat over integratie in Nederland*, Amsterdam, Van Gennep.
- Questions de communication*, 2002, 2, « L'engagement des chercheurs ».
- 2003, 3, « L'engagement des chercheurs ».
- 2004, 4, « L'engagement des chercheurs ».
- 2004, 5, « L'engagement des chercheurs ».
- Torck D., Spooren W., 2004, « From science to policies : reflections on textual genres and rhetorical presentation of scientific data in mediatized discourse », *Communication dans le cadre du colloque « Sharing knowledge »*, Da Vinci Center, Vrije Universiteit, Amsterdam, nov.
- Trouw*, 2000, « Kwaliteit universiteit verschaalt », 31 mars, p. 11.
- 2000, « Moet de universiteit weer elitair worden ? », interview de Waal K. van der, 1^{er} avr., p. 10.
- Waal K. Van der, 2000, « Kritiek bevestigt noodzaak manifest » *NRC*, 6 avr., p. 6.
- Walsum S. Van, 2000, « De academie lijkt niet op een school », *Volkskrant*, 8 avr., p. 5.
- Walton D., 1992, *The place of emotion in argument*, University Park, PA, Pennsylvania State University Press.
- Wolton D., 1997, « De la vulgarisation à la communication », *Hermès*, 21, pp. 9-14.
- Zijderveld A., 2000, « Dolkstoot », en ligne : www.vpro.nl/programma/buitenhof, avr. (consulté le 14 oct. 2004).